

Lutter pour l'emploi:

La bataille des ouvriers des chantiers navals de Boel-Tamise

Clabecq, Boel, Daf, Sherwood, Langerbrugge, Philips... Presque chaque jour apporte son lot de licenciements, de restructurations, et de rationalisations. La crise frappe de plein fouet. Le capitalisme montre son vrai visage: immenses richesses pour une minorité, misère sans issue et insécurité pour les travailleurs. Mais chaque jour la question se pose également: comment réagir? Comment défendre notre emploi? Ou faut-il se résigner et accepter tel ou tel plan d'accompagnement social? La lutte des ouvriers de Boel est riche en enseignement.

Lorsque Saverys, le grand patron de Boel, a décidé de liquider les chantiers, la question essentielle qui se posait aux ouvriers, employés, militants et délégués était: sommes-nous capables d'affronter le patron et de maintenir l'entreprise? Certains doutaient. La construction navale n'était-elle pas condamnée. Et qui organiserait la lutte? Saverys avait mis dix ans pour casser la nuque au syndicalisme de combat, l'arme des ouvriers du chantier naval. Jan Cap, le délégué principal de la CSC et son noyau de militants avec ses collègues de la FGTB avaient dirigé une grève de cinq mois contre le licenciement de 128 militants. Les délégués de Boel constituaient un obstacle pour le plan de restructurations de Saverys. Celui-ci s'est adressé à la direction de la centrale chrétienne des métallos. Jan Cap et son noyau se sont vu expulsés du syndicat. En 1986, Saverys a licencié la quasi totalité de la délégation FGTB à l'occasion d'un nouveau plan de restructuration. Dès ce moment, il croyait avoir les mains libres pour liquider définitivement le chantier naval. Mais il se trompait. Lorsqu'ils se sont rendus compte que Saverys se préparait à une faillite, une partie importante des militants ont considéré qu'il fallait occuper immédiatement le chantier. Ils ont obtenu le soutien des secrétaires. Mais ce n'est qu'au moment où cette proposition a été présentée devant l'assemblée générale, qu'il est apparu à quel point les travailleurs étaient unanimes et voulaient lutter pour l'emploi. Ces derniers ont pris possession du Flanders Harmony, un navire en finition et dont le prix s'élevait à plus de quatre milliards et l'ont occupé jour et nuit. Quelques jours plus tard, les ouvriers et les employés sont passés à l'occupation de toute l'entreprise.

Les travailleurs des chantiers navals avaient retenu la leçon. En 1986, la division entre les syndicats avait affaibli la lutte. Un seul secrétaire, Stroobant de la CMB (centrale FGTB), avait soutenu les propositions de combattre les restructurations par tous les moyens. Déjà à ce moment, des voix s'élevaient en faveur de l'occupation. Quelques militants licenciés avaient même réussi à occuper pendant quelques jours le mât d'un navire en finition. Leur lutte a échoué. Mais, depuis, l'idée de l'occupation comme arme contre les licenciements a fait son

chemin. Durant cette période, les travailleurs des chantiers navals avaient également beaucoup de contacts avec les mineurs. Ceux-ci leur avaient appris qu'il ne suffit pas de lutter, mais qu'il faut poser des revendications correctes, éviter de tomber dans le piège de «l'accompagnement social». Aussi, dès le début de leur occupation, les travailleurs de Boel, ont-ils posé comme revendication: «**Maintien de tous les 1.850 emplois**», «**Non aux licenciements, non aux déagements**». Leçons importantes que le PTB avait contribué à imprégner dans l'esprit des travailleurs de Boel.

Si aujourd'hui, 1.300 ouvriers et employés reprennent leur travail, c'est uniquement le résultat de cette juste décision d'occuper immédiatement le chantier. Par le combat, par l'occupation, on peut contraindre les capitalistes et leurs serviteurs au sein du gouvernement à revoir leurs décisions. Par l'occupation, on pousse le capitaliste sur la défensive. Il est obligé d'abandonner sa tactique de démantèlement progressif de la production. Il n'est plus en mesure de placer les ouvriers devant le fait accompli en faisant disparaître des machines, du matériel... Par l'occupation, l'entreprise devient une plaque tournante, où les ouvriers, les employés, mais également leurs familles, les amis, tout ceux qui sont solidaires, se retrouvent et se rencontrent. Pendant l'occupation, les travailleurs de Boel ont organisé plusieurs journées portes-ouvertes. Des milliers de personnes sont venues visiter le chantier, manifester leur sympathie et leur solidarité. Toute la commune et toute la région étaient impliquées. Facteur qui a encore contribué à isoler le capitaliste et à le mettre en difficulté. L'occupation offre également d'énormes possibilités de développer la discussion, d'échanger les idées. La richesse des expériences et des idées qui se manifestent à cette occasion est inestimable.

Tirer aussi la leçon des fautes

Le PTB a expliqué d'emblée comment Saverys a volé des milliards aux travailleurs au fil des années. Et cela de deux manières: en exploitant des générations d'ouvriers du chantier naval et,

d'autre part, en faisant appel aux fonds publics. Ce sont les deux piliers de son empire de milliardaire. Dès lors, notre conclusion était: «Maintenir le chantier de Boel, faire payer Saverys». Dans chaque lutte, il est d'une importance capitale de viser le véritable ennemi. Faute de quoi, on risque de se confier à un adversaire. Nous considérons, et de nombreux ouvriers partageaient l'avis du PTB, qu'il fallait mener des actions contre Saverys, que c'était lui qui devait apporter l'argent. Sur ce point, la direction de l'occupation a esquivé la lutte. Des propositions en vue de se rendre chez Saverys ont été écartées. On voulait surtout mettre l'accent sur «les pouvoirs publics» qui devaient fournir le capital. Cela revient en fait à épargner le responsable principal et à faire appel, une nouvelle fois, aux deniers publics. Certains dirigeants considéraient qu'il fallait en tout état de cause obtenir la collaboration de Saverys, puisqu'il ne suffit pas de construire des navires, encore faut-il pouvoir les vendre. Saverys est donc incontournable, disaient-ils. Mais c'est précisément pour cette raison que nous avons toujours défendu qu'il ne faut pas seulement s'en prendre à la construction navale, que c'est tout le secteur maritime (y compris les commandes et l'exploitation des navires) qu'il faut arracher des mains de Saverys. Il faut nationaliser l'ensemble du secteur, sans dédommagement. Sinon, Saverys pourra en toute circonstance prendre les travailleurs des chantiers navals en otage. C'est d'ailleurs ce qui est arrivé la dernière nuit avant la réouverture du chantier. A ce moment, Saverys a poussé le cynisme jusqu'à subordonner la commande de nouveaux navires, et donc la réouverture des chantiers, à la promesse formelle que les avantages fiscaux et les exonérations, dont il avait toujours bénéficié par le passé, resteraient intactes. Trois ministres, réveillés en catastrophes, sont venus rassurer... Saverys.

S'appuyer sur le peuple

Parfois, on a sérieusement sous-estimé la force du peuple. Bien sûr, de fortes pressions étaient exercées sur les responsables des travailleurs pour qu'ils mettent fin à l'occupation dans les plus brefs délais. Surtout tant que l'occupation du Flanders Harmony, navire coûteux, se poursuivait. Ces pressions ont conduit à des concessions importantes, qui n'ont pas bénéficié à la lutte.

+ Début décembre, toute l'artillerie lourde a été engagée pour obtenir la libération du Flanders Harmony. On a menacé de faire intervenir la gendarmerie et la justice. Face à ces menaces, les occupants ont cédé alors qu'ils n'auraient pas dû. Si on

avait à ce moment fait à appel à tous les travailleurs des chantiers navals et à toute la région, si on avait mobilisé toutes les délégations du pays, on aurait pu gagner cette bataille et on se serait placé dans une position beaucoup plus forte dans les négociations qui ont suivi. + Au début de l'occupation, l'accompagnement social a été rejeté. Les ouvriers avaient été furieux, lorsque le bourgmestre de Tamise avait défendu cette idée à la radio. Mais par la suite, en échange de la libération du «Flanders», on a «accordé» aux occupants la pré-pension à 50 ans. Or, cette offre a été acceptée, comme une chose positive. Ce qu'elle n'est évidemment pas. Dès le début, le PTB avait indiqué les dangers de cet «accompagnement social». Les concernés se retrouvent pour des années dans la plus grande insécurité. Car qui garantira qu'à l'avenir, le gouvernement ne prendra pas des mesures pour «assainir» ce secteur des prépensionnés? Et en fin de compte, c'est encore le contribuable qui paie et non Saverys.

Il est compréhensible que nombre d'ouvriers aient finalement perçu cette issue comme une «solution». Surtout que les conditions de travail dans le chantier naval durant ces dernières années étaient devenues intolérables. Cependant, n'est-ce pas un scandale que des travailleurs de cinquante ans, encore dans la force de l'âge, soient exclus de la vie active.

+ Dans les propositions finales de reprise, certaines concessions ont été faites qu'on aurait pu éviter si on s'était entièrement appuyé sur la force des travailleurs. Ainsi, on a accepté que la nouvelle CCT pour le secteur du métal ne soit pas appliquée à la nouvelle entreprise. En outre on est revenu partiellement sur la réduction du temps de travail acquise par le passé.

Chez Daf à Westerlo, la direction syndicale a immédiatement opté, lors de l'annonce du plan de res-



«L'emploi, l'objet de notre lutte!»: des syndicalistes à l'avant-garde de la lutte pur l'emploi dans différents secteurs participèrent à ce débat:

— René Stroobant, secrétaire régional de la CMB-Waasland (centrale FGTB des métallos), sur la lutte des ouvriers de Boel Tamise

— Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB aux Forges de Clabecq

— Gérard de Sélys, délégué et membre du bureau national CGSP-RTBF

— Raymond Coumont, secrétaire principal CNE-Brabant, sur la lutte pour la semaine des 32 heures.

— Un porte-parole des éducateurs en grève.

tructuration, pour la stratégie de «l'accompagnement social». Comme le disait un ouvrier, c'est une façon de creuser sa propre tombe. Boel a montré qu'il y a une autre issue. Que ce soit une leçon pour tous ceux qui, aujourd'hui et demain, se trouvent confrontés à des licenciements. Si nous tirons les justes conclusions des points forts, mais aussi des points faibles, de la lutte de Boel, nous ne pouvons qu'en encore améliorer les résultats. Les travailleurs de Boel auront eux-mêmes le plus grand intérêt, et peut-être dans un très bref délai, à faire un bilan correcte de leur combat pour défendre leur emploi face aux nouveaux patrons qui ne cherchent qu'à retirer un maximum de bénéfices en achevant un certain nombre de commandes.

JAN VANDEPUTTE



Grève pour des mots d'ordre corrects et avec occupation d'entreprise, des syndicalistes de combat qui s'appuient sur les travailleurs: voilà les conditions essentielles pour que la lutte aboutisse.